



## **Le gouvernement profite de la crise sanitaire pour lancer une attaque d'ampleur contre les travailleurs/euses**

**Toutes et tous en grève le 17 septembre 2020 !**  
**Pour un service public du travail et de l'emploi protecteur de celles et ceux qui travaillent**

### **Coup de massue contre le ministère du travail et ses agent-e-s**

La mutation d'office infligée à notre collègue Anthony Smith est le dernier coup de massue contre le service public du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, déjà fortement mis à mal par les suppressions de postes à n'en plus finir et la politique du chiffre absurde. Désormais, tout agent dont le travail est jugé non conforme à la communication gouvernementale est susceptible d'être exclu de son poste et muté à 200km de son domicile. La perte de sens de nos missions atteint des sommets : le gouvernement impose le port du masque en entreprise mais sanctionne un agent qui allait dans le même sens trois mois plus tôt, au plus fort de l'épidémie. Les collègues en charge de l'activité partielle quant à elles/eux, assistent impuissant-e-s au versement de dizaines de millions d'euros à des entreprises factices, faute d'effectif et de volonté politique pour stopper la gabegie.

En revanche quand il s'agit de prendre en charge les frais supplémentaires engendrés par le télétravail ou de rétribuer les efforts consentis par les collègues pendant la crise sanitaire, l'argent manque. Comme à l'habitude, la prime COVID a été distribuée à une minorité d'agent-e-s dans la plus complète opacité.

Malgré la situation de crise encore présente, le gouvernement maintient la réforme OTE qui mènera à la Nième DESorganisation des services en 10 ans ! La dissolution des UD Direccte dans des DDI rattachées au ministère de l'intérieur, dépouillées de leurs services support et plaçant inspection du travail et pôle 3 E sous le contrôle du Préfet, signe la fin des services déconcentrés du Ministère du travail, s'oppose à l'indépendance fonctionnelle de l'inspection vis à vis des pouvoirs politiques et laissera encore moins de marge de manœuvre aux collègues en terme de travail, d'évolution de carrière et de changement de poste tout en rendant un service de moindre qualité aux usagers.

### **Des milliards donnés aux entreprises... pour supprimer les emplois**

Le 12 mars, le président Macron promettait un « monde d'après » la COVID-19 radicalement différent de celui d'avant : « *Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché. Déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner, notre cadre de vie au fond, à d'autres est une folie. Nous devons en reprendre le contrôle* ». La soi-disant prise de conscience a été aussi fulgurante que fugace. Six mois plus tard, toujours pas un poste n'a été créé dans la santé. Les tests, organisés par des laboratoires privés, sont en nombre insuffisants et réalisés dans des délais à rallonge. La recherche sur les vaccins ou

médicaments demeure entre les mains des SANOFRIC et autres. Les masques sont obligatoires mais payants etc. Non seulement le gouvernement, avec ses prédécesseurs, est responsable de milliers de morts par sa gestion de l'épidémie et ses mensonges, mais il ne fait rien pour éviter une nouvelle catastrophe.

Il est pourtant capable de faire apparaître de « l'argent magique » : 15 milliards pour le seul secteur aéronautique dont les entreprises annoncent des plans de licenciement en cascade ou pratiquent le chantage à l'emploi. Un plan de relance global de 100 milliards d'euros sur deux ans, avec pour objectif 160 000 créations d'emplois soit un coût moyen de ... 600 000 euros par emploi créé ! Plus de 20 fois le salaire annuel d'une infirmière ! C'est que tous ces milliards serviront d'abord à financer de nouvelles baisses d'impôt et subventions pour les entreprises à qui aucune contrepartie n'est demandée.

Les services publics, salués pendant la crise, ont été bien vite oubliés et l'austérité demeure la règle. « *C'est le genre de créations d'emplois qui vont aggraver le déficit et qui ne servent pas à redresser le pays* » répond Macron lorsqu'on l'interroge sur le recrutement d'enseignant-e-s supplémentaires pour faire face à la poursuite de l'épidémie.

### **Une rupture profonde s'impose**

Que ce soit au ministère du travail, dans les autres services publics, ou dans les entreprises privées, le « monde d'après » qui se dessine condense le pire de celui d'avant. Le MEDEF est satisfait, mais demande plus encore : son président multiplie les appels à « rouvrir le débat » sur le temps de travail. La casse de notre système de retraite, stoppée par le grand mouvement de grève de l'hiver dernier et l'épidémie, va être remise à l'ordre du jour.

La crise sanitaire et ses conséquences plaident pourtant pour l'exact contraire de cette politique : développer les services et entreprises publics pour que les biens et services essentiels soient fournis gratuitement, réduire le temps de travail sans perte de salaire pour créer des emplois stables et qualifiés, renforcer et étendre la protection sociale afin de garantir un revenu à toutes et tous des années d'étude jusqu'à la retraite. Oui notre cadre de vie doit sortir des lois du marché, mais ce sont nos mobilisations qui l'imposeront à Macron et cie, comme les soignant-e-s l'ont montré.

Le 17 septembre, à l'appel de plusieurs organisations syndicales et de jeunesse, aura lieu une première journée de grève et de manifestation pour exiger cette rupture profonde. Alors toutes et tous ensemble pour :

Au ministère du travail :

- Recrutements massifs pour pourvoir les postes vacants et constituer des effectifs à la hauteur des enjeux du monde du travail ;
- Le respect de l'indépendance de l'inspection du travail et le retrait de la sanction infligée à notre collègue Anthony Smith ;
- L'arrêt immédiat du massacre de nos organisations de travail que constitue l'OTE ;
- Un plan massif de passage de C en SA, intégration dans le corps de l'inspection du travail de l'ensemble des contrôleurs du travail qui le souhaitent ;

Et plus généralement :

- L'abandon définitif de la réforme visant à créer un système de retraite à points, amélioration de tous les régimes de retraite
- La revalorisation des salaires, pensions, minima sociaux et la fin du gel du point d'indice ;
- La fin des aides publiques aux entreprises sans contrepartie et contrôle d'utilisation
- La défense des emplois ;
- Le développement des services publics dotés de réels moyens d'agir
- La réduction du temps de travail sans perte de salaire avec créations d'emplois équivalentes ;

- Le rétablissement des libertés de rassemblements, de manifestation, l'annulation de toutes les sanctions contre les militant-e-s ;
- La gratuité des masques, augmentation des temps de pause

**Après le 17 septembre, continuons à nous mobiliser dans les services pour obtenir le retrait de l'OTE, des suppressions de postes et l'annulation de la sanction d'Anthony Smith. Partout, organisons-nous en assemblée générale pour décider des façons d'imposer nos revendications.**